

Les leçons de la guerre en Afghanistan

Charlotte Lepri*

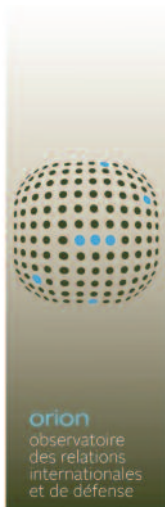
* Chercheuse associée à l'IRIS

A l'heure où les troupes françaises se retirent d'Afghanistan et sont engagées sur le théâtre malien, un bilan de l'intervention française en Afghanistan s'impose. Qu'ont appris les armées et les responsables politiques de cet engagement de près de douze ans ? Quelles leçons peut-on en tirer ? De quelle manière l'Afghanistan va-t-il peser, ou pèse-t-il déjà, sur les prochains engagements de la France ? A de nombreux égards, le théâtre afghan a constitué un laboratoire pour les armées françaises : il a contribué à un aguerrissement des soldats français, à une meilleure adaptation au théâtre mais a également révélé des failles, qu'elles soient stratégiques ou capacitaires.

UNE INCERTITUDE LANCINANTE SUR LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE L'INTERVENTION EN AFGHANISTAN

L'intervention en Afghanistan a débuté le 7 octobre 2001 avec un objectif clair : détruire Al-Qaeda, considéré comme responsable des attentats du 11 septembre 2001, et déloger le régime taliban qui abrite l'organisation terroriste en Afghanistan. Dès le début de l'intervention, les autorités américaines préviennent qu'il s'agit d'une campagne d'un type nouveau, sur la durée, dont l'objectif est de lutter contre le terrorisme international et ses soutiens.¹ La stratégie adoptée associe la puissance aérienne américaine et des

1. Selon Thomas White, Secrétaire américain pour l'armée de terre, les Etats-Unis sont « prêts à conduire des opérations militaires de longue durée, comme l'ont décidé le Secrétaire à la défense et le président », www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/1341248/US-prepares-for-war-on-the-ground.html





Les leçons de la guerre en Afghanistan

forces spéciales, pour soutenir les forces afghanes de l'Alliance du Nord opposées au régime taliban. Ce modèle a fonctionné pour faire tomber le régime des taliban en quelques semaines mais beaucoup moins pour détruire Al-Qaeda, dont de nombreux membres ont pu se réfugier dans des zones sanctuaires.

Malgré les succès tactiques, l'incertitude sur les objectifs stratégiques de l'intervention a empêché la coalition d'inscrire son action dans la continuité, ce qui a conduit à l'enlisement. Jusqu'en 2003, la mission de l'ISAF (*International Security Assistance Force*) est limitée à la sécurité de Kaboul et impliquait moins de 5 000 hommes dans tout l'Afghanistan. A partir de 2003, devant la difficulté à détruire Al-Qaeda, les Américains ont renforcé leur dispositif et les frappes aériennes, mais en impliquant au minimum les forces afghanes et sans prendre en considération les facteurs culturels et politiques du pays. La réalité politique de la société afghane a été de fait mal appréhendée. Les taliban ont été écartés du processus de paix dès le départ, ruinant ainsi toute tentative ultérieure de dialogue et de réconciliation nationale. Les moyens de reconstruire des formes d'autorité politique en Afghanistan, avec des institutions judiciaires par exemple, n'ont jamais été mis efficacement en œuvre. La mise en place en 2004 d'une Constitution inspirée des modèles occidentaux a paralysé l'appareil étatique et administratif afghan, permettant aux insurgés ou aux seigneurs de guerre d'investir les béances de l'Etat afghan. En outre, les forces de l'ISAF ont été confrontées à une ligne rouge, empêchant toute éradication du terrorisme dans la région : les zones tribales pakistanaises, zone refuge servant de base arrière aux insurgés mais que les Etats-Unis se refusent d'attaquer directement. Faute de régler ce problème, l'insurrection a pu se renforcer à partir de 2003-2004. Enfin, l'aide financière, massive mais dispersée et incontrôlée, a surtout renforcé la corruption et accru les inégalités.

Petit à petit, la population afghane n'a plus vu les forces de l'ISAF comme des libérateurs mais comme des occupants. Ce n'est qu'à partir de 2006 que les Etats-Unis et l'OTAN tentent de « reconquérir » les cœurs et les esprits de la population afghane ; mais les dégâts causés étaient déjà trop profonds. Côté français, les contacts avec les populations ont été très limités : les protections individuelles des soldats et la bunkerisation dans des bases militaires n'ont pas contribué à réduire la méfiance des Afghans à leur égard.

A partir de 2009, devant la dégradation de la situation en Afghanistan, les Américains ont souhaité appliquer ce qui leur avait permis de s'extraire d'Irak : la contre-insurrection (COIN), accompagnée d'un accroissement des effectifs de 30 000 hommes (le « surge »). Côté français, les effectifs en Afghanistan s'étaient déjà renforcés à la suite



Les leçons de la guerre en Afghanistan

de l'élection de Nicolas Sarkozy. Ce renforcement était lié aux négociations alors en cours concernant le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN et l'obtention de postes stratégiques au sein de l'Alliance.² Comme les autres pays de la coalition, la France a adopté l'approche américaine de la COIN. La définition proposée par le CICDE (Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations) en 2010 se réfère d'ailleurs explicitement à la doctrine américaine.³ La France a ainsi mis en place en 2006 le « pôle stabilité » (chargé des questions de gouvernance et développement) rattaché à l'Ambassade de France à Kaboul, mais qui, faute de personnel et de coordination avec la Task Force La Fayette, n'a jamais pu être à la hauteur de ses ambitions.

L'Afghanistan a posé la question du rôle du militaire dans des interventions qui ont vocation à aider à la reconstruction d'un Etat. Depuis la fin de la Guerre Froide, l'engagement de militaires pour rétablir la paix dans des zones de conflit a conduit à l'instauration d'un nouveau mode de gestion de crise, notamment sous l'impulsion des Anglo-Saxons (CIMIC, *Civil Military Cooperation*), qui s'inspirent notamment du savoir-faire français⁴ (ACM, Action civilo-militaire). La plupart des Etats occidentaux ont ainsi modifié leur doctrine militaire en introduisant l'aide humanitaire dans les missions des forces armées. Le développement d'une approche civilo-militaire part du principe que la paix se construit par la mobilisation des outils politiques, diplomatiques, militaires, humanitaires et économiques. Toutefois, la coordination entre civils et militaires ne découle ni d'une analyse concertée ni de vision commune à long terme, mais bien plus d'une impérieuse nécessité. En Afghanistan, l'OTAN a développé une approche globale de gestion de crise, impliquant l'intégration sous une même bannière des mécanismes politiques, militaires et civils, dont la réponse humanitaire. Mais l'OTAN s'est trop appuyée sur les militaires pour assumer les fonctions « gouvernance » et « développement », plutôt qu'adopter une approche intégrant les différents acteurs nationaux et internationaux présents en Afghanistan. Si la coopération est souhaitée et souhaitable, la substitution est un leurre. L'erreur est d'avoir voulu faire du militaire un acteur politique ou une agence de développement.

2. Lors du Sommet de l'OTAN à Bucarest, en avril 2008, le président français a annoncé un accroissement de l'effort militaire français et, quelques mois plus tard, la France a pris la responsabilité de la province de Kapisa et du district de Surobi, à l'Est du pays.

3. « La contre-insurrection (COIN) est l'ensemble des activités politiques, économiques, sociales, militaires, juridiques, et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population » : traduction littérale de l'*Allied Joint Publication for Counterinsurgency* 3.4.4, directement inspirée de la doctrine américaine.

4. L'histoire militaire française retient comme fondatrice l'expérience du Maréchal Lyautey. Cf. Guy Chambeffort et Philippe Folliot, *Rapport d'information sur les actions civilo-militaires*, Assemblée nationale, 12 juillet 2011.



Les leçons de la guerre en Afghanistan

D'INCONTESTABLES PROGRÈS AU NIVEAU CAPACITAIRE, MAIS DES LACUNES PERSISTANTES

Les opérations militaires conduites en Afghanistan ont permis aux armées françaises de faire un bond en avant au niveau de leur équipement. Une nouvelle génération de matériels a été pour la première fois expérimentée avec succès sur le théâtre afghan. C'est ainsi que les militaires français ont pu expérimenter le système FELIN (fantassin à équipement et liaisons intégrés) pour bénéficier d'une meilleure protection individuelle. Ce nouveau système permet d'améliorer la protection du soldat ainsi que ses performances au combat grâce à plusieurs équipements optroniques, électroniques et informatiques. Il apporte une plus-value dans les opérations, en permettant au commandement de mieux apprécier la situation sur le terrain et de mieux détecter les mouvements de l'adversaire. Toutefois, le poids de ce matériel (jusqu'à 50 kg) peut le transformer en véritable contrainte à la mobilité des soldats.

D'autres matériels, prévus de longue date, ont connu leur baptême du feu en Afghanistan. C'est le cas des nouveaux véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) de l'armée de terre, utilisés dans le district de Surobi et la province de Kapisa. La protection qu'ils ont offerte, notamment contre les IED (*Improvised Explosive Device*, engins explosifs improvisés), a été à la hauteur des attentes. C'est également le cas des hélicoptères Tigre, opérationnels depuis le mois de juillet 2009, ou des canons de 155mm CAESAR.

Les armées ont su s'adapter aux contraintes du terrain afghan : la modification ou la modernisation de certains équipements, comme les VAB équipés à partir de 2009 de tourelleaux téléopérés (VAB-TOP), a permis d'assurer une meilleure sécurité des soldats. En outre, la procédure d'achat en urgence opérationnelle mise en place en 2004 a permis d'effectuer rapidement des achats de matériel « sur étagère » pour acquérir des équipements qui manquaient sur le théâtre. Les armées se sont ainsi dotées de véhicules Buffalo (MRAP, *Mine Resistant Ambush Vehicle* pour détruire des explosifs à une certaine distance de sécurité grâce à un bras articulé hydraulique), de kits de surblindage pour les VBL, de brouilleurs contre les IED, du système d'ouverture d'itinéraire miné (SOUVIM, système de déminage et de lutte contre les IED).

Au cours du conflit, le ministère de la Défense a ainsi fait la preuve de sa capacité à relever le défi d'un théâtre exigeant pour les forces françaises. Mais la guerre d'Afghanistan a été révélatrice de nos lacunes capacitaires, de manière peut-être moins criante que l'opération Harmattan en Libye, notamment en matière de drones ou



Les leçons de la guerre en Afghanistan

d'avions de transport (et dans une moindre mesure, d'avions ravitailleurs). Avec son faible nombre de drones, la France est particulièrement dépendante de ses partenaires, notamment les Etats-Unis. Certes, des progrès ont été réalisés avec l'engagement des drones d'observation Moyenne altitude longue endurance (Male) *Harfang* en 2009 ou l'expérimentation du micro-drone tactique *Spy Arrow* en 2011, mais ils restent encore insuffisants pour répondre à l'ampleur des enjeux. A l'heure des restrictions budgétaires, des choix sont nécessaires et impacteront directement la dimension des armées françaises de demain, et donc notre niveau d'ambition sur la scène internationale. La question n'est plus pour la France de couvrir la totalité du spectre des équipements militaires : il s'agit aujourd'hui d'identifier les capacités que nous souhaitons préserver et celles que nous acceptons d'abandonner au profit d'une force opérationnelle et cohérente.

L'AGUERRISSEMENT DES SOLDATS FRANÇAIS

Pour de nombreux militaires français, la guerre en Afghanistan a permis à la France de redevenir une « véritable nation combattante » et a acquis une certaine respectabilité auprès de ses alliés. Au sein des armées, l'esprit de combativité et l'expérience du terrain ont été renforcés. Comme le souligne le Chef d'escadrons Alexandre de Féligonde, le départ des forces françaises d'Afghanistan « clôt (...) un cycle, tant cet engagement en Afghanistan a représenté un creuset pour les troupes françaises qui y ont été engagées, mais aussi le lieu de la transformation réelle de l'armée française d'une armée d'appelés en armée véritablement professionnelle. Les efforts qui ont été consentis pour adapter l'outil de combat aux réalités afghanes ont été soutenus et profonds, aussi bien en termes d'entraînement, de procédures que de matériels ».⁵

Datant de 2001, la mise en condition avant projection (MCP) des unités a été repensée en 2008, afin de s'adapter à l'exigence du théâtre afghan. Passant de quatre à six mois, la préparation opérationnelle comprend trois phases (individuelle, collective et de validation), avec des stages. Afin que l'entraînement soit au plus proche de la réalité du théâtre, « le choix a été fait de concentrer les efforts sur le DAO/A de Canjuers, en réalisant un parc d'entraînement spécifique aux MCP »⁶ reproduisant les conditions d'une FOB (*Forward Operational Base*). La préparation opérationnelle a été à nouveau

5. Chef d'escadrons Alexandre de Féligonde, « La contre-insurrection comme solution stratégique ? Quelques réflexions à partir du cas français en Afghanistan », IRIS, décembre 2012, www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/analyses-iris/2012-12-alexandre-de-fligonde---afghanistan.pdf

6. Lieutenant-Colonel Hubert Legrand, « Les MCP Afghanistan, un investissement fort pour les forces terrestres », *Doctrine*, n°17, 2009, www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/doctrine/doctrine17/version_fr/Doctrine17fr.pdf



Les leçons de la guerre en Afghanistan

révisée en 2011, pour, selon le Chef d'état-major de l'armée de terre, « permettre une meilleure respiration personnelle et professionnelle essentielle pour certains domaines de spécialités sur-sollicités par les opérations en cours ». ⁷ Ainsi, les forces terrestres ont appris à faire preuve du durcissement, de l'aguerrissement et de la rusticité, nécessaires pour accomplir les difficiles missions qui leur étaient confiées en Afghanistan. ⁸

Les engins explosifs improvisés se sont révélés être la principale menace contre les forces de la coalition, et la principale cause de pertes. Dès lors, la stratégie française s'est adaptée pour mieux se protéger mais également prévenir et empêcher l'explosion d'IED, grâce à la neutralisation des acteurs, le démantèlement de filières et le blocage des approvisionnements. Les unités de renseignement ou du génie ont été à cet égard particulièrement sollicitées. La France a en outre été désignée comme nation-cadre d'un laboratoire européen de lutte contre les IED, financé par l'Agence européenne de défense.

Sur le théâtre afghan, l'apprentissage des armées françaises a également été organisationnel. La brigade (ou Task Force) La Fayette, par sa structure organisationnelle inédite, s'est révélée être un laboratoire expérimental riche d'enseignements. Créée en novembre 2009 pour réorganiser le dispositif français sur le théâtre afghan, cette structure interarmées regroupe un état-major, deux groupements tactiques interarmes (GTIA), un bataillon d'hélicoptères (BATHELICO) et un bataillon de commandement et de soutien, des éléments d'appui (artillerie, transmission, renseignement, actions civilo-militaires) et des OMLT. ⁹ Elle a permis de renforcer l'expérience française en matière d'interarmisation et d'interopérabilité.

La France a également, mais plus tardivement que d'autres membres de la coalition, mis en place des « opérations psychologiques », ou opérations d'influence, élément nécessaire (mais pas suffisant) dans un conflit asymétrique comme l'Afghanistan. En juillet 2012, la France a créé un Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE), dont la mission est de « faciliter les relations des chefs militaires en opérations avec l'environnement humain local et de faire accepter l'action des forces françaises auprès des populations dans les zones où elles interviennent ». ¹⁰ En appui des forces,

7. Avis n° 108 (2011-2012) Gilbert Roger et André Dulait, Projet de loi de finances pour 2012 : Défense : préparation et emploi des forces, 17 novembre 2011, www.senat.fr/rap/a11-108-7/a11-108-723.html

8. Camille Sicourmat, « L'adaptation des forces terrestres françaises au théâtre afghan, 2008-2011 », *Laboratoire de l'IRSEM*, n°10, 2012.

9. *Operational Mentor and Liaison Team*, chargée de conseiller et d'entraîner les forces de l'armée afghane.

10. Site du ministère de la Défense : www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/creation-du-centre-interarmees-des-actions-sur-l-environnement



Les leçons de la guerre en Afghanistan

des équipes tactiques ont mené des « opérations militaires d'influence » sur le terrain afghan. Leur mission était « d'identifier les relais actifs, positifs et négatifs, pour mettre en avant ou soutenir les plus capables parmi les premiers et marginaliser voire neutraliser les irréductibles et les nuisibles parmi les seconds » et de recourir au « stationnement prolongé des forces de la coalition et de sécurité afghanes au sein de zones habitées, sous bulle sécuritaire », pour renforcer les contacts avec la population et expliquer à ces dernières les objectifs de leur présence.¹¹

En revanche, la France n'a pas pu peser au niveau stratégique. Sous couvert d'une coalition, toutes les décisions stratégiques étaient en réalité prises par les Etats-Unis. Le manque de prise en considération, voire de communication, avec les autres pays contributeurs a parfois été source de frustration et de désintérêt de la part de nations qui auraient souhaité être plus écoutées et impliquées. L'Europe n'a pas su parler d'une seule voix, malgré une présence continue et importante depuis le début du conflit, et n'a pas donc pu peser stratégiquement. La France, en particulier, malgré sa solidarité et son soutien concret apporté à l'opération en Afghanistan, notamment depuis 2008, n'a pas eu voix au chapitre sur les grandes décisions stratégiques.

UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DU RETOUR

La question de la santé psychologique des militaires est une donnée nouvelle dans les armées, même si le traumatisme est reconnu comme blessure de guerre depuis 1992. L'engagement en Afghanistan a révélé le besoin de suivi psychologique, la confrontation quotidienne à la violence et à la mort pouvant provoquer des états de stress post-traumatique (ESPT) : cauchemars, hallucinations, irritabilité, comportements suicidaires ou addictifs, etc. Le Service de santé des armées estime qu'entre 6 % et 7 % des militaires français présentent un ESPT au retour d'Afghanistan (cette estimation est autour de 20 % aux Etats-Unis).

L'embuscade d'Uzbin (dix morts, une vingtaine de blessés et toute une section touchée par les traumatismes psychiques) a été le véritable facteur déclenchant afin de mieux prendre en compte le retour des militaires. Depuis juin 2009, la France a mis en place un « sas de décompression » à Paphos, à Chypre. Pendant trois jours, les soldats français de

11. Lieutenant-Colonel Frédéric Bonini, « Hyper-influence, la guerre des perceptions et des volontés, le laboratoire afghan », *Doctrine tactique*, n°20, octobre 2010, www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/doctrine/doctrine20/version_fr/Reflexions/art_03.pdf



Les leçons de la guerre en Afghanistan

retour d'Afghanistan font escale dans un grand hôtel chypriote pour décompresser et retrouver un quotidien sans guerre. Ce sas est une transition qui permet aux soldats de se détendre, de retrouver des repères avant de rentrer chez eux, mais également de détecter au plus tôt les militaires susceptibles d'avoir besoin d'un soutien adapté après leur retour.

Le « sas » de Chypre n'est qu'un élément d'un dispositif plus large. La cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de terre (CISPAT), créée en 2004, assure un soutien psychologique d'urgence après un événement traumatisant et prévient les souffrances psychiques des militaires français. Depuis 2009, le dispositif sur le terrain a été renforcé, afin d'assurer le soutien psychologique du personnel et de veiller à la prise en compte des conséquences psychologiques pendant et après la mission. Une fiche de suivi post-opérationnel recense les opérations réalisées et un entretien post-opérationnel est réalisé dans les trois mois du retour. Il n'est pas possible de repartir en opération extérieure moins d'un an après le retour d'Afghanistan, sauf dérogation. L'accompagnement des familles est également assuré, en les informant et les préparant au retour.

La Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (CABAT)¹², créée en 1993, assure le soutien et l'accompagnement des soldats blessés, de leurs proches et des familles de décédés en service. Une assistance juridique et une aide à la réinsertion sont aussi proposées. Enfin, un certain nombre d'associations d'entraide (Solidarité Défense ou Terre Fraternité) jouent un rôle clé dans le soutien des militaires. Avec l'accélération du retrait, les autorités françaises ont décidé de renforcer ce dispositif. C'est ainsi que Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a annoncé en décembre 2012 la création d'un numéro d'appel téléphonique national et d'un guichet unique pour simplifier les démarches pour des militaires.

QUELS ENSEIGNEMENTS POUR DEMAIN ?

Même si cela peut être tentant, il est difficile de comparer l'opération Serval avec l'Afghanistan : outre les conditions, le cadre et les objectifs de l'intervention, les différences culturelles, politiques et géographiques sont très marquées. Même l'accueil que les populations locales ont réservé aux forces armées étrangères diffère radicalement.

12. Ces cellules existent également pour l'Armée de l'air et la Marine nationale.



Les leçons de la guerre en Afghanistan

Toutefois, l'expérience afghane nous fournit des enseignements cruciaux pour les conflits à venir, et le Mali en particulier. Il est intéressant de constater, comme le fait le Colonel Michel Goya, que l'on se retrouve aujourd'hui « dans une situation similaire à celle de l'Afghanistan au début de 2002 lorsque, après avoir chassé d'Afghanistan les milices des Taliban, les Américains poursuivaient le combat le long de la frontière avec le Pakistan tandis que se constituait une force de stabilisation à Kaboul ». ¹³ Mais le manque d'objectifs stratégiques clairement définis tout au long du conflit afghan a eu raison des succès militaires. Si l'intervention militaire est nécessaire pour affaiblir, voire détruire, l'ennemi, elle est insuffisante pour stabiliser un pays et établir une paix durable. C'est pourquoi il est indispensable de prendre en considération, dès le départ, la dimension politique du conflit et ses ressorts sociaux. Cela passe par la création d'un climat propice à la réconciliation nationale, la reconstruction de l'appareil étatique et la mise en œuvre d'un plan d'aide au développement. En effet, les mouvements extrémistes non-étatiques se développent dans un terreau similaire : Etat absent, économie en friche, trafics de drogue, faiblesse des investissements publics, absence de projet politique, etc. Une action militaire ne peut répondre à tous ces enjeux et l'aide étrangère ne pourra remplacer une implication et une appropriation, à l'échelon local ou régional, de la sécurité et la reconstruction du pays. Dans le cas malien, la relève rapide des troupes françaises par les forces armées maliennes et de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali), mais également la reconstruction de l'Etat, le développement du pays et le dialogue avec toutes les parties prenantes sont des éléments décisifs pour l'avenir du pays.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

13. Colonel Goya, « Enduring Serval », *La voie de l'épée*, 7 février 2013, <http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2013/02/enduring-serval.html>